



**PRÉFET
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Arrêté préfectoral complémentaire
modifiant la zone de chalandise de l'Installation de stockage de déchets dangereux (ISDD)
exploitée par la société SUEZ RR IWS MINERALS France sur le territoire des
communes de Jeandelaincourt et Moivrons**

N° 2025-0087
AIOT 0006200282

LE PRÉFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L. 512-7-5 et R. 512-46-22 ;

Vu le Code des relations entre le public et l'administration ;

Vu le décret 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu la nomenclature des installations classées prise en application de l'article L.511-2 et la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L.214-1 à L.214-6 ;

Vu l'arrêté ministériel du 30 décembre 2002 relatif au stockage de déchets dangereux ;

Vu le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADDET) de la Région Grand Est ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2007-510-1 du 23 mai 2007 modifié autorisant la société SUEZ RR IWS MINERALS à exploiter une installation de stockage de déchets dangereux (ISDD) sur le territoire des communes de Jeandelaincourt et Moivrons ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n°2024-1014-AE du 13 février 2025 autorisant l'augmentation de la capacité de stockage de l'Installation et prescrivant ainsi une zone de chalandise ;

Vu le porter à connaissance de la société SUEZ RR IWS MINERALS France du 1^{er} avril 2025 sollicitant la modification de la zone de chalandise ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est référencé 2025-394 du 11 juin 2025 proposant le refus de la modification de la zone de chalandise ;

Vu la modification du SRADDET en séance de l'assemblée régionale des 18 et 19 décembre 2025 ;

Vu la transmission de la société SUEZ RR IWS MINERALS France du 08 janvier 2026 demandant le réexamen du porter à connaissance suite à la modification du SRADDET

Vu le rapport de l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est référencé 2026-0036 du 03 février 2026

Vu le projet d'arrêté préfectoral porté le 05 février 2026 à la connaissance de l'exploitant ;

Vu les observations du 11 février 2026 de l'exploitant sur le projet d'arrêté préfectoral ;

Considérant que la zone de chalandise prescrite à l'article 4 de l'arrêté préfectoral complémentaire n°2024-1014-AE du 13 février 2025, fixant que les déchets entrant sur le site proviennent d'une zone située à l'intérieur d'un cercle de 300 km de rayon centré sur l'installation de stockage de Jeandelaincourt, résultait de la conformité aux règles alors en vigueur du SRADDET ;

Considérant que les règles du SRADDET ont été modifiées lors de la séance de l'assemblée régionale des 18 et 19 décembre 2025, supprimant la limite des 300 km tout en maintenant le principe de proximité ;

Considérant que la zone de chalandise proposée est jugée conforme au SRADDET ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle

ARRÊTE

Article 1 : Champ et portée du présent arrêté

La société SUEZ RR IWS MINERALS France, dont le siège est situé Immeuble Altiplano, 4 place de la Pyramide à PUTEAUX (92800) est autorisée à exploiter une installation de stockage de déchets dangereux (ISDD) sur le territoire des communes de Jeandelaincourt et Moivrons.

Article 2 : Origine des déchets

" Les prescriptions de l'article 2.4 de l'arrêté préfectoral n° 2007-510-1 du 23 mai 2007 modifié par l'arrêté préfectoral n° 2024-1014-AE du 13 février 2025, sont remplacées par les prescriptions suivantes : les déchets entrant sur le site proviennent d'une zone de chalandise constituée de la région Grand Est et de ses régions limitrophes, à savoir les régions Hauts-de-France, Île-de-France et Bourgogne-Franche-Comté.

Les déchets originaires de la région Grand Est représentent une proportion minimale de 50 % du tonnage annuel autorisé, avec les tolérances suivantes :

- Des déchets dangereux, produits en France hors de la zone de chalandise décrite ci-dessus, dont le nombre d'installations de traitement/stockage autorisées à les prendre en charge est limité, sont admis dans une proportion maximale de 10 % du tonnage annuel autorisé.
- Des déchets produits hors de France sont admis dans une proportion maximale de 10 % du tonnage annuel autorisé.

En cas de projet d'admission de déchets dangereux lié à une situation exceptionnelle et ne respectant les dispositions ci-dessus, l'exploitant peut le porter à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation, dont la justification du caractère exceptionnel de la situation, préalablement à sa réalisation.

Au plus tard le 31 mars de l'année N, l'exploitant transmet à l'observatoire régional déchets de la région Grand Est, et à l'inspection des installations classées, les données de l'établissement de l'année N-1 relatives à l'origine des déchets, notamment les tonnages réceptionnés sur le site par nature (code déchets) et par provenance géographique (département, pays). "

Article 3 : Voies et délais de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Nancy (par courrier postal à l'adresse suivante : 5, place de la Carrière - Case Officielle n° 20038 - 54036 NANCY Cedex, ou par saisine électronique via le site « télérecours citoyen » – www.telerecours.fr) :

1° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de :

- a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du même code ;
- b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique auprès du préfet de Meurthe-et-Moselle ou du ministre de la Transition écologique, de la Biodiversité et des Négociations internationales sur le climat et la nature dans un délai de deux mois. Ce recours administratif proroge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

En application des dispositions de l'article R 181-51 du Code de l'environnement, tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la présente décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de 15 jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt de recours contentieux.

Article 4 : Exécution de l'arrêté

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

- société SUEZ RR IWS MINERALS France,

et dont une copie sera adressée à :

- Monsieur le maire de Jeandelaincourt
- Monsieur le maire de Moivrons

et qui sera publié sur le site internet de la préfecture de Meurthe-et-Moselle en application des dispositions de l'article R.181-45 du Code de l'environnement.

Nancy le **18 FEV. 2026**

Le Préfet,

Pour le préfet
et par délégation,
le secrétaire général
Frédéric CLOWEZ